

Europe et politique démographique

Jacques Bichot, économiste, 21 mai 2018

Publié le 25 mai sur L'Incorrect : <https://lincorrect.org/35395-2/>

Des avertissements anciens concernant l'immigration

Il serait possible de remonter à Jean Raspail et à son célèbre ouvrage d'immigration-fiction, *Le camp des saints* (Robert Laffont, 1973). Concentrons-nous simplement sur l'avertissement que livra en février 1995 un excellent démographe, Jean-Claude Chesnais, dans un livre intitulé *Le crépuscule de l'Occident* (éd. Robert Laffont, 1995). Sa quatrième de couverture comporte cet avertissement : après avoir souligné « les déséquilibres internationaux et la situation de l'Occident – de l'Europe en particulier – où la menace de dépopulation se précise d'année en année en se combinant à un vieillissement accéléré de la population », il estime que : « L'Europe devient sous nos yeux le premier continent d'immigration, et cela avec des implications très préoccupantes et parfois explosives ».

Il s'inquiète aussi du peu d'impact positif de la construction européenne : « L'avènement du marché commun, perçu comme un signe de la montée en puissance de l'Europe, n'a pas, jusqu'à présent, produit les effets escomptés ». Il avertit enfin des conséquences économiques de l'hiver démographique européen dont il observe l'installation : « L'Europe ne peut imaginer de reprise économique sans reprise démographique. Les deux récessions, économique et démographique, s'entraînent mutuellement et participent du même sentiment de pessimisme. »

Des responsables européens dépourvus de stratégie démographique

Hélas, il ne semble pas que les personnes ayant d'importantes responsabilités dans le fonctionnement des institutions européennes aient, sauf exception, pris la mesure des conséquences du collapsus démographique européen. Le « grand remplacement » (selon l'expression de Renaud Camus) qui est en cours ne suscite aucune réaction efficace ; il est purement et simplement soit nié, soit considéré comme une chance, ou à tout le moins comme un problème assez facile à régler, soit subi, ce qui suscite naturellement des inquiétudes chez les autochtones – inquiétudes qui ne trouvent guère à s'exprimer politiquement que par l'essor de partis dits « populistes ».

Des analystes plus soucieux de ménager la susceptibilité des tenants du « politiquement correct » emploient pour se faire entendre des formules plus douces, par exemple celle retenue par Julien Damon comme titre d'un article paru en 2016 dans la revue *Commentaire* : « Comment l'immigration change l'Occident ». Mais que les avertissements soient virulents ou policés, ils ne sont pas entendus au niveau européen : l'Union européenne semble ne pas avoir de véritable stratégie démographique, ni pour la natalité ni pour les mouvements migratoires.

Une note récente de la Fondation Robert Schuman intitulée *Europe 2050 : suicide démographique*, due à Jean-Michel Boussemer et Michel Godet, le confirme : « Quel silence

étourdissant face au suicide démographique de l'Europe à l'horizon 2050 ! (...) De fait, personne n'en parle, surtout à Bruxelles où l'on préfère produire des rapports sur les révolutions technologiques, le développement durable ou la transition énergétique. » Et les auteurs de la note publiée par cette fondation – qui ne saurait être soupçonnée d'animosité de principe à l'égard de la construction européenne – ajoutent en commentant des projections démographiques de l'ONU à l'horizon 2050 : « Nous invitons nos interlocuteurs à imaginer quelques millions de réfugiés climatiques en provenance d'Asie ou encore plus de réfugiés politiques et économiques en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient. Si 1 % du surcroît de la population africaine s'installait en France d'ici à 35 ans (ce qui est aussi proche de nous que 1980), cela ferait 13 millions d'habitants en plus dans l'hexagone d'ici à 2050, soit 20 % de plus ! Quand on songe que l'Union européenne a été fragilisée et ébranlée en 2015 par un million de réfugiés dont les trois-quarts politiques, on se rend compte que l'Europe devrait se préparer à de telles perspectives. »

L'Union européenne devrait s'occuper de natalité et donc de politique familiale

Les conseils donnés par les deux auteurs cités ci-dessus sont très pertinents : premièrement, s'inspirer du Canada, qui a une « politique de quotas en fonction des besoins du marché du travail ». Et parallèlement « encourager la relance de la fécondité dans le vieux continent, car l'intégration se fait d'abord par le brassage des cultures dans les écoles. » La comparaison qu'ils utilisent est tout-à-fait juste : « Quand il y a trop de sable, le ciment ne prend pas. Pour accueillir le maximum de sable, il faut plus de ciment, c'est-à-dire d'enfants parlant la langue du pays. (...) Pour rester ouvert au monde, il faudrait relancer la fécondité en Europe dès maintenant. » Hélas, se demandent-ils, « mais qui parle de politique familiale en Europe ? » Le nombre de décès a dépassé celui des naissances pour la première fois en 2016 sans que les dirigeants européens réagissent.

Face à cette indifférence, il importe que les prochaines élections européennes se jouent pour une part importante sur les politiques qui exercent une influence notable sur l'immigration et sur la fécondité. Des candidats français pourraient par exemple inscrire dans leur programme l'instauration dans toute l'Europe d'une fiscalité et d'une protection sociale reconnaissant pleinement le rôle de la famille. Le quotient familial, débarrassé de l'absurde « plafond » dont l'ont attifés des pouvoirs publics français obnubilés par l'idée politiquement correcte mais économiquement fautive de « réduction d'impôt provoquée par le quotient familial », pourrait être promu au niveau européen.

De même faudrait-il faire comprendre à ce niveau le rôle de la famille en matière de retraites par répartition, et donc la nécessité en bonne justice et en bonne logique économique de baser l'attribution des droits à pension sur la participation fournie par chacun à l'investissement dans la jeunesse. Les candidats français aux élections européennes qui se présenteraient sur un programme où ces deux points occuperaient une position de choix mériteraient bien, à la fois, de leur patrie et de l'Union européenne.